



CHS-CT DU 11 FEVRIER 2021

LA CRISE SANITAIRE ET LES RESTRUCTURATIONS MENENT A MAL TOUS LES AGENTS DE TOUS LES SERVICES ET DE TOUS GRADES !

L'ordre du jour de ce CHS-CT a été dense. Un groupe de travail s'était déjà tenu le 28 janvier dernier. Autant dire que ce CHS-CT aurait mérité d'être tenu sur une journée complète, pour plus de sérénité dans les débats.

Point d'actualité de la crise sanitaire

DDFIP : à la date d'hier, la DDFIP a enregistré 49 cas positifs, et 201 cas contacts. 9 cas contact sont encore connus, exclusivement des cas contact suite à une contamination dans un cadre familial.

DOUANE : 1 cas sur la DI Grand Est, déclaré vendredi soir

INSEE : un 3ème cas de covid est à déplorer dans la sphère privée par un agent en télétravail.

Les chiffres du télétravail : FO a demandé la répartition du télétravail dans le département

DDFIP :

La répartition par cadre :

79 cadres A+ sont équipés pour le télétravail, soit 80 % de l'effectif des A+, 154 cadres A sont équipés, soit 78 % de l'effectif, 312 cadres B sont équipés, soit 61 % de l'effectif, 145 cadres C sont équipés, soit 39 % de l'effectif.

Au total, 690 agents de tous grade sont équipés, soit 58,37 % de l'effectif du département.

La répartition par service :

Elle est plus compliquée à extraire, et devra être peaufinée . Trois exemples chiffrés.

Le taux le moins élevé se situe au service BIL, ce qui s'explique par la présence dans ce service des équipes techniques qui doivent rester sur le terrain. Les services de contrôle sont 100 % en télétravail. Et la trésorerie de Thionville 3F 90 % des agents sont en télétravail.

Il n'y a pas de problème de fourniture de matériel, sauf pour les téléphones. 30 smartphone supplémentaires sont attendus pour les encadrants, et 70 téléphones classiques pour les agents en ayant la nécessité (pour des rappels téléphoniques par exemple).

Suite aux annonces du ministre, un message a été adressé à tous les chefs de service pour inciter à augmenter d'un jour le télétravail des agents. L'effet est positif : en une semaine, 45 télétravailleurs en plus.

Sur la répartition des jours télétravaillés:

568 télétravaillent au moins 1/2 journée, 50 entre 5 et 4,5 jours (principalement des agents fragiles), 97 entre 4,5 et 3,5 jours, 154 télétravaillent 3 jours, 21 : 2,5 jours, 144 : 2 jours , 15 : 1,5 jours, 78 : 1 jour, 9 : 0,5 jour

Les difficultés d'ordre psychologiques et morales sont bien réelles. Les situations des télétravailleurs sont très différentes, et la prise en compte des risques psychosociaux doit être anticipée.

DOUANE :

Le Directeur Interrégional fait transmettre dès demain une note d'application immédiate, demandant à tous les chefs de service de voir à augmenter d'un jour par agent le nombre de jours télétravaillés , afin de lutter contre la crise sanitaire, comme demandé par le premier Ministre.

Nombre d'agents télétravailleurs DR Lorraine (agents OP/CO-AG, puisque seuls les personnels d'encadrement Surv+ CRPC peuvent télétravailler): 66 sur 102 agents, en télétravail entre 1 et 5 jours.

INSEE :

Le télétravail est généralisé. Tous les agents sont équipés. Les métiers de l'INSEE sont presque tous télétravaillables, ce qui explique le taux important de télétravailleurs.

Des demandes de retour ponctuels ont été faites, avec le besoin pour certains agents de renouer avec les équipes. Ces demandes sont acceptées sous réserve des conditions sanitaires.

FO a demandé à ce que la distribution des masques se fasse par boîte complète pour tous les agents, pour des raisons d'ordre pratiques mais également sanitaires.

Cette demande sera satisfaite pour l'avenir.

LA NOUVELLE ORGANISATION TELEPHONIQUE DEPARTEMENTALE A LA DDFIP

Cette nouvelle organisation, basée au SIP de Metz-Nord fait l'objet de toute l'attention des organisations syndicales. Une visite sur place est d'ailleurs prévue prochainement.

La mise en place d'une telle organisation consiste à créer un nouveau métier en Moselle, au même titre que les centres de contacts téléphoniques des autres départements. C'est un métier à part entière. Et qui dit nouveau métier, dit nouveau matériel, nouveaux espaces de travail et INDEMNITÉ équivalente !

Or, à la DDFIP Moselle, rien ne se passe jamais dans le bon ordre : la direction met en place, les représentants du personnel alertent sur l'infaisabilité d'un tel dispositif, les agents subissent la mise en place qui ne se passe jamais comme c'était écrit sur le papier (mais ça, on les avait prévenu!) et on rechange tout en cours de route ! Ce qui annule toutes les présentations qui avaient été faites auparavant : faire et défaire...

FO a dénoncé le total manque de concertation, notamment par le biais de groupe de travail, avec les sachant (c'est-à-dire : ceux qui répondent au téléphone depuis longtemps, et qui connaissent parfaitement le métier!).

FO dénonce l'impréparation de ce nouveau dispositif, qui conduit à des situations de souffrance psychologique, que le médecin de prévention a très bien décrit lors de cette séance : « les collègues se sentent en-dessous de leur niveau de qualification », « les agents sont inquiets du devenir de leur métier », « les agents n'adhèrent pas du tout au changement », « insatisfaction, stress, mal-être », « ils subissent » etc.

Réponse du directeur : ce sujet sera à l'ordre du jour du prochain CT de la DDFIP . Il est très très attentif à cette nouvelle organisation, et n'est pas figé quand à son application. Il veut mettre fin aux difficultés que ressentent les agents et le nombre d'appels sera limité à 30 par jour et par agent, ce qui est beaucoup plus acceptable et faisable.

Mais qui va assurer le surplus d'appels ? Mystère...car à la DDFIP, on découvre que le téléphone....sonne beaucoup !

INSEE : LES TRAVAUX DE L'ANCIENNE GARE

Le directeur de l'INSEE : les travaux du chantier de l'ancienne gare avancent bien. La livraison du chantier est prévue normalement pour l'été 2021, ce qui ne signifie pas déménagement à cette date. Aucune précision sur les modalités de déménagement des agents de l'INSEE et du CSRH à ce jour. A priori, les deux entités INSEE et CSRH de la DDFIP devraient être séparées pour des questions de sécurité.

Ce chantier aura duré pas loin de 10 ans, et aura coûté beaucoup d'argent au contribuable !

LES FICHES PROJETS

Les directions locales ne disposent pas de budget supplémentaire pour les dépenses liées à la crise sanitaire (achat de masques, gel, produits de nettoyage etc).

FO l'a clairement dénoncé : cette crise est inédite, et le ministère doit abonder les budgets pour que chaque direction puisse y faire face, comme il le fait pour les entreprises

En attendant, FO a validé ces projets, dans un souci de cohérence et de protection des agents.

FO a également demandé à ce que les agents ayant un contact avec le public, sur leur demande, puisse bénéficier de masques inclusifs.

DOUANE : POINT SUR L'EXPERIMENTATION DE NOUVEAUX MOYENS DE COMMUNICATIONS PAR RADIO A LA DGDDI (BRANCHE SURVEILLANCE)

Cette expérimentation dure depuis 5 mois (auprès des sites de la BFR Metz, BSI de Thionville, CODT Metz) (phase pilote organisée par la DG sur 19 services sur toute la France):

Le retour des expériences révèle des problèmes, qui sont remontés régulièrement via les DI, à la DG. L'entreprise Airbus qui gère le projet, vient en immersion sur le terrain voir les difficultés. A cette heure, tous les points ne sont pas résolus.

A l'issue du test pilote, la DG décidera si elle valide ce marché ou pas .

Le projet semble quand même donner satisfaction, au moins au CODT de Metz, par notamment la sécurité permise par la visualisation en direct du positionnement de toutes les équipes sur le terrain.

Dans l'attente, concernant les moyens de communication actuels, les postes DMR sont maintenus: 60 appareils neufs ont été achetés par la DI pour doter les services. La flotte sera renouvelée à hauteur environ de 50% de l'existant. La distribution a déjà débutée pour certaines brigades.

LES REGISTRES SST (Santé et Sécurité au travail), FICHES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET FICHES DE SIGNALEMENT

FO rappelle la nécessité des signalements sur ces registres

Ils sont importants puisqu'ils sont systématiquement évoqués en CHS-CT

FO a rappelé en groupe de travail l'importance de la communication par les acteurs sociaux sur l'utilisation de ces fiches

QUESTIONS DIVERSES FO Finances

- **Y-aura-t-il une campagne de vaccination dans nos ministères** : les discussions sont en cours au niveau du secrétariat général...pas de réponse à ce jour !

- **La création d'une direction régionale du Grand Est intégrant le CSM (Centre Statistiques de Metz)** : il s'agit toujours d'un projet qui devrait voir à terme le rattachement du CSM à la DR de Strasbourg. Nous avons beaucoup de difficulté à connaître la finalité et les raisons officielles de cette opération, qui de plus inquiète beaucoup les agents, aussi bien ceux du CSM, de Strasbourg, de Reims et de Nancy. Les agents ne la sauront...qu'au moment où il sera effectif ! Mais les agents ne sont pas naïf : une grande direction, un regroupement, une fusion : tous ces termes sont synonymes de réduction des effectifs, nous ne le savons que trop ! **Et FO Finances le dénonce !**

Pour FO, il ne s'agit plus d'un projet, mais belle et bien d'une nouvelle organisation qui sera effective d'ici fin 2021.

Et oui, la crise sanitaire que nous vivons tous actuellement et qui est très compliquée à gérer aussi bien physiquement que psychologiquement n'empêche pas notre direction de poursuivre ses grands projets.

FO sera très vigilant sur ce sujet pour le bien de tous les agents.

- **la réorganisation de l'accueil à la cité administrative** : le préfet (qui est gestionnaire du site) a décidé de sécuriser l'accès à la cité administrative. L'accueil est assuré par des agents de la DDFIP, dépendant du service BIL. Le but étant de savoir qui se trouve à la cité à l'instant T. Les agents d'accueils devront donc prendre les pièces d'identité de tous les visiteurs franchissant l'entrée de la cité, et leur fournir un badge d'accès, qu'ils devront rendre à leur sortie... Problème, et de taille : la sécurisation du site (accès aux escaliers restreint, maîtrise du flux d'accueil etc) ne se fera...qu'après la nouvelle organisation ! En attendant, les agents devront donc gérer le flux des usagers qui peuvent se rendre aussi bien au SIE, qu'à la trésorerie Amendes...ou qu'à la future DDCS (Direction Départementale de la Cohésion Sociale). Usagers qui, s'ils connaissent les lieux, ne passent même plus par l'accueil, et se rendent directement dans le service qui les intéressent. Autant dire que c'est mission impossible pour les agents d'accueil qui ne sont pas des vigiles !

FO a donné l'alerte sur les difficultés qui ne manqueront pas d'être relevées, et sera très vigilant quant au respect de la sécurité des agents d'accueil de la DDFIP à la cité

Ce CHS s'est terminé sur une note d'incertitude sur le devenir de nos ministères : jusqu'à quand les agents pourront-ils tenir le rythme avec toujours moins d'effectif, toujours plus de travail, et jamais de moyens ?

Plus que jamais, FO réitère son opposition à la loi de transformation de la fonction publique qui supprime, entre autre, cette instance. Le CHS-CT a démontré toute son importance pendant la crise sanitaire, comme il l'avait démontré avant la crise.

A lire : la déclaration liminaire FO Finances